

# MICROCREDIT A SODOME ET GOMORRHE

Graphic Road est le boulevard des rêves brisés. Mais à certains endroits, caché sous les détritiques, il n'y a plus de boulevard. Et dans ce cimetière de la condition sociale, beaucoup ne rêvent plus depuis longtemps. Ils ont renoncé. Après un long cheminement, ils ont trouvé là leur destination finale ayant abandonné tout espoir de trouver mieux, dans un autre quartier, ou perdu le courage de retourner d'où ils viennent, dans leur village du Nord. Nous sommes à Old Fadama, plus connu sous le nom de Sodome et Gomorrhe, dans le quartier d'Agbogbloshie, installé près du lagon de Korle pollué par les eaux industrielles qui exhalent pestilence et miasme putride. Dans ce bidonville fumant, l'un des endroits les plus pollués du monde selon l'*International Development Research Center*, s'entassent quatre ou cinq dizaines de milliers de pauvres gens, résidents illégaux.

Mais derrière l'apparence de cette misère sordide, sous les toits de tôles rouillées et dans les ruelles étroites, au milieu des décombres où s'entasse une grisaille humaine fantomatique qui fait penser à une ville assiégée, affleure une intense vitalité, se dévoile une organisation. Les rôles sont distribués, les places affectées. Les pauvres luttent pour sortir de la condition de paria, tentent de retisser les réseaux de solidarités, parviennent à s'en sortir. Grâce notamment au microcrédit.

Deux fois par semaine, Cedric Sassu serpente les ruelles encombrées du marché, enjambe les marmites de plantains frits, entre dans les kiosques faits de planches et de cartons de récupération pour se faire rembourser l'argent du prêt que l'agence de microcrédit a consenti quelques mois auparavant aux commerçantes. L'opération se déroule sans douleur, parfois même dans la bonne humeur. Cedric compte les billets sales à force d'être échangés, note sur la fiche le montant du remboursement et le solde à payer et donne un reçu. On ne prête pas qu'aux riches. Initiative-Développement, une ONG française, a mis en place à Accra ce système de crédit pour les pauvres, simple d'utilisation. Après une enquête sur les conditions de vie des habitants du quartier, l'ONG consent un petit prêt, d'abord de 30 GH cedis (30 euros), remboursable chaque semaine sur deux ou trois mois. Seules conditions requises : avoir une adresse (ce qui exclut les vendeurs à la sauvette) et une garantie. Le plus souvent un ami ou un parent est pris en photo assis à côté du bénéficiaire du prêt, la photo est ensuite mise dans le dossier et vaut garantie. Le taux d'intérêt est certes élevé en raison de l'inflation galopante, mais une épargne indolore est astucieusement associée au crédit : l'argent remboursé est pour un tiers mis dans un compte d'épargne, ce qui fait que l'emprunteur dispose à la fin de l'opération d'un pécule personnel pour acheter un four, un frigo ou quelques tôles pour le toit de son échoppe.

À Accra, près de sept mille familles sont affiliées à ce système. Il fait une rude concurrence au *Susu*, le système populaire d'épargne à domicile dont les opérations s'assimilent à celle d'une petite banque itinérante qui ne rémunère pas les dépôts collectés dans les marchés mais au contraire fait payer à 3% la garde de l'argent. Avec les fonds ainsi réunis, le *Susu* propose à d'autres commerçants des prêts à brève échéance et à des taux très élevés. Les *Susu*

*collectors* sont nombreux à Accra et cinq cents d'entre eux ont créé une association qui détermine les règles de ses membres.

Les prêts d'Initiative-Développement sont à tous les points de vue les plus intéressants. Le taux de remboursement de ses crédits résume éloquentement la réussite du projet : 96%. Le secret de ce succès était de n'octroyer les prêts qu'aux femmes et de jouer sur la solidarité de groupe. Quand je leur rendis visite, une coiffeuse de tresses en était à son quatrième cycle de crédit avec Cedric ; avec 200 GH cedis elle avait pu s'acheter un séchoir et décorer son salon. Afin de se prémunir contre les livraisons irrégulières et des changements de prix imposés par les traders, une vendeuse d'igname avait augmenté son stock protégé sous une grande bâche. Une autre vendait du savon et des produits de beauté et devant moi plaïda avec conviction sa cause pour obtenir un nouveau crédit en expliquant qu'elle ne devait pas être pénalisée même s'il lui était arrivé une fois, une seule fois, de

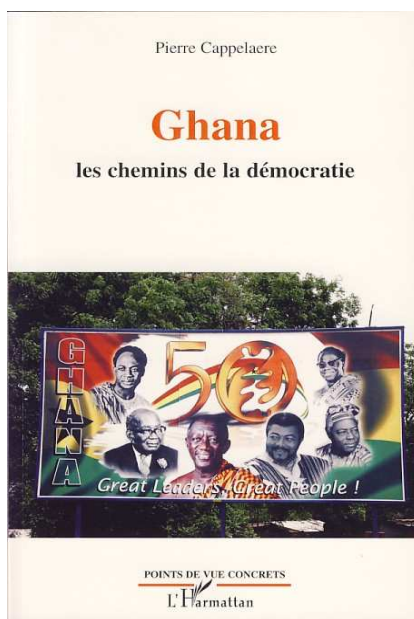
ne pas rembourser sa créance : son mari avait pris l'argent pour inviter ses amis au café et trinquer à la victoire des *Black Stars*. Le collecteur de créances, ses lunettes sur le nez et son cartable à l'épaule, a l'allure d'un fonctionnaire consciencieux. Il s'en alla rejoindre d'autres jeunes membres de l'ONG dans l'agence qui se situait au cœur du marché. Dans celle de Russia, un groupe de femmes assises sous un toit de paille, écoutait une formatrice qui, à l'aide de posters, donnait des conseils de vente, sur la manière d'accueillir les clients, sur la propreté du kiosque...

Sodome et Gomorrhe, spontanément créé en 1979 par des migrants désespérés sur un site impropre, doit être détruit. L'aménagement du drain de Korle, à l'origine de la pollution de cette partie de la capitale, n'offre pas d'autre option que la « décongestion » humaine et le déplacement des squatters sur un nouveau terrain, à Adjin Kotoko, à 5 km de là. La

mairie et les trois ministères concernés font leur affaire de la relocation. Le gouvernement a consulté les chefs de quartier pour connaître leur point de vue : ils ont accepté de partir. Il n'y aura pas d'éviction forcée. On commencera par construire le marché et les centres de santé afin de recréer au plus vite les activités commerciales et de donner l'envie de venir. Un cabinet de consultants a dressé le schéma d'aménagement pour 50 000 logements à bas prix, de 5 000 à 10 000 dollars les deux chambres. Beaucoup trop cher assurément pour les squatters, mais grâce au microcrédit à présent bien installé et à l'épargne collectée qui s'échangent désormais entre les communautés sous la forme de bons, des solutions sont déjà envisagées. Une question restera : si le plan de relocation réussi que fera le gouvernement pour enrayer l'émigration rampante toujours indomptable qui reconstruira un bidonville là ou à côté ?

## A propos de l'auteur :

*Diplomate, spécialiste en économie du développement, Pierre Cappelaere parcourt l'Afrique depuis plus de trente ans. Il a occupé un poste d'observateur privilégié au Ghana entre 2005 et 2007. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont Kenya, safari, ethnies et politique publié également chez L'Harmattan.*



**ID Initiative Development - Ghana**